

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 09/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **UNION DES SYNDICATS DE COPROPRIETE DU CENTRE COMMERCIAL EVRY2**

Centre Commercial Régional EVRY 2  
Services Généraux - CE 100  
91022 Évry-Courcouronnes

Références : D2026-  
Code AIOT : 0006504201

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement UNION DES SYNDICATS DE COPROPRIETE DU CENTRE COMMERCIAL EVRY2 implanté 2 BD DE L EUROPE - V G D ESTAING CE100 91000 Evry-Courcouronnes. L'inspection a été annoncée le 31/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale sur les fluides frigorigènes. L'inspection a également fait un point sur les suites de l'inspection du 26 novembre 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNION DES SYNDICATS DE COPROPRIETE DU CENTRE COMMERCIAL EVRY2
- 2 BD DE L EUROPE - V G D ESTAING CE100 91000 Evry-Courcouronnes
- Code AIOT : 0006504201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso



- IED : Non

L'Union des Syndicats de Copropriété du Centre Commercial Evry 2 gère le centre commercial le SPOT à Évry comprenant environ 200 boutiques et 40 restaurants.

Les installations frigorifiques fonctionnant aux gaz à effet de serre et les groupes électrogènes de secours sont déclarés respectivement au titre des rubriques 1185 et 2910.

Les arrêtés ministériels du 4 août 2014 et du 3 août 2018 sont applicables.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection spécialisée produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 6
- Fluides frigo/SAO/GESF

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des



suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative - 1185	Décret du 13/04/2010, article Annexe	Demande d'action corrective	3 mois
2	Contrôle périodique ICPE - 1185	Code de l'environnement du 07/04/2026, article L. 512-11	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Situation administrative - 2910	Décret du 13/04/2010, article Annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Contrôle périodique ICPE - 2910	Code de l'environnement du 07/04/2026, article L. 512-11	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Systèmes de détection des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6.1 et 6.3	Demande d'action corrective	6 mois
15	Aménagement et organisation du stockage	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 2.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Interdiction d'utilisation des CFC	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-93	Sans objet
6	Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.1	Sans objet
7	Restriction d'utilisation des HFC	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.4	Sans objet
8	Fiche d'intervention	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Sans objet
10	Prévention des émissions	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.5	Sans objet
12	Marque de contrôle	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79-1	Sans objet
13	Système de collecte séparée pour emballages et biodéchets dans un ERP	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-21-2-2 et R.541-61-2	Sans objet
14	Attestation	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D. 543-284	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les actions de mise en conformité suite à l'inspection du 26 novembre 2024.

Suite à l'inspection du 7 avril 2026, l'exploitant doit prévoir la mise à jour de sa déclaration ICPE 1185 en intégrant les éventuels gaz à effet de serre contenus dans le groupe frigorifique qu'il loue chaque saison estivale, réaliser les contrôles périodiques ICPE relatifs aux rubriques 1185 et 2910 (programmés au 14 avril 2026), transmettre les rapports de contrôle périodique ICPE à l'inspection et proposer un plan de démantèlement des groupes électrogènes à l'arrêt.

L'exploitant doit se positionner sur la nécessité de changer le système de détection de fuite et le contrôle du système de détection de fuite doit également être réalisé.

Enfin, les Grands Récipients pour Vrac (GRV) contenant du glycol doivent être placés sur rétention.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative - 1185

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 13/04/2010, article Annexe
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)  1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l (A) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)  2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :



- a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)
- b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)

3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :

1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :

a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D)

b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D)

2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)

#### Constats :

L'exploitant a présenté la liste des équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés. La quantité totale de fluides frigorigènes présente sur le site est de 1662 kg de HFC (R32, R407c, R410a et R134a).

Lors de la visite, l'inspection a observé les groupes frigorifiques GF1, GF2 et GF3 situés dans la même salle. Le groupe frigorifique GF1 est à l'arrêt définitif et le fluide (R134a) a été retiré de l'équipement.

L'exploitant a expliqué qu'il louait tous les ans, lors de la saison estivale, un groupe froid susceptible de venir en secours du groupe frigorifique GF2. Les fluides frigorigènes du groupe frigorifique ne sont pas déclarés.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Si ce sont des gaz à effet de serre fluorés relevant de la rubrique ICPE 1185, l'exploitant doit déclarer les fluides frigorigènes du groupe frigorifique qu'il loue.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 2 : Contrôle périodique ICPE - 1185

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 07/04/2026, article L. 512-11

**Thème(s) :** Autre, Contrôle périodique ICPE

#### Prescription contrôlée :

Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'Etat en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés.



Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent article. Il fixe notamment la périodicité, les modalités de fonctionnement du système de contrôle et, en particulier, les conditions d'agrément des organismes contrôleurs et les conditions dans lesquelles les résultats sont tenus à la disposition de l'administration ou, lorsque certaines non-conformités sont détectées, transmis à l'autorité administrative compétente.

**Constats :**

Le contrôle ICPE pour la rubrique 1185 n'a pas été réalisé.

L'exploitant a transmis, le lendemain de l'inspection, un justificatif de la société Bureau Veritas pour la réalisation du contrôle ICPE au titre de la rubrique 1185. Le contrôle ICPE est planifié le 14 avril 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre le rapport de vérification périodique (au titre de la rubrique 1185) à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Situation administrative - 2910**

**Référence réglementaire :** Décret du 13/04/2010, article Annexe

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

Rubrique 2910 :

Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes

A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (\*) est :

1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW(E)
2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW(DC)

B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :

1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique



nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW(E)  
2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW(A -3)

**Constats :**

Le site est équipé de deux groupes électrogènes de secours de puissance thermique unitaire de 1,04 MW (déclarés en 2020). Trois anciens groupes électrogènes, à l'arrêt, sont également présents sur le site. Ces groupes électrogènes (à l'arrêt) ont fait l'objet d'une cessation d'activité en 2018 et devaient être démantelés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit proposer à l'inspection un plan d'actions pour le démantèlement des groupes électrogènes à l'arrêt.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : Contrôle périodique ICPE - 2910**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 07/04/2026, article L. 512-11

**Thème(s) :** Autre, Contrôle périodique ICPE

**Prescription contrôlée :**

Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'Etat en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés.

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent article. Il fixe notamment la périodicité, les modalités de fonctionnement du système de contrôle et, en particulier, les conditions d'agrément des organismes contrôleurs et les conditions dans lesquelles les résultats sont tenus à la disposition de l'administration ou, lorsque certaines non-conformités sont détectées, transmis à l'autorité administrative compétente.

**Constats :**

Le contrôle ICPE pour la rubrique 2910 n'a pas été réalisé.  
L'exploitant a transmis, le lendemain de l'inspection, un justificatif de la société Bureau Veritas pour la réalisation du contrôle ICPE 2910. Le contrôle ICPE est planifié le 14 avril 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre le rapport de vérification périodique (au titre de la rubrique 2910) à l'inspection.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Interdiction d'utilisation des CFC**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-93
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Interdiction des CFC
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Toute personne détenant des fluides frigorigènes de la catégorie des CFC, y compris ceux contenus dans des équipements, s'en défait au plus tard le 1er juillet 2016. Ces fluides sont récupérés conformément aux dispositions de la présente section.</p> <p>Le présent article ne s'applique pas aux CFC contenus dans des équipements à circuit hermétique ne présentant aucun orifice permettant de les recharger en fluide frigorigène.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant n'a pas d'équipements contenant des CFC.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Interdiction d'utilisation des HCFC**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Interdiction de certains fluides frigorigènes – HCFC
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant n'a pas d'équipements contenant des HCFC.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Restriction d'utilisation des HFC**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 13.4
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Maintenance et l'entretien d'équipements de climatisation et PAC – HFC
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>A partir du 1er janvier 2026, l'utilisation des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de climatisation et de pompes à chaleur est interdite.</p>



L'interdiction visée au premier alinéa s'applique aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2032:

- a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés inscrits à l'annexe I dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de climatisation existants et de pompes à chaleur existantes, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;
- b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés inscrits à l'annexe I dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de climatisation existants et de pompes à chaleur existantes, à condition que ces gaz aient été récupérés à partir de tels équipements; ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas d'équipements contenant des gaz fluorés d'un PRP supérieur à 2500.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Fiche d'intervention**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82

**Thème(s) :** Actions régionales, Utilisation du CERFA n° 15497 \*04

**Prescription contrôlée :**

Article R. 543-82 du code de l'environnement :

L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.

Article 11 de l'arrêté du 29/02/2016 :

La fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans l'équipement.

Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire CERFA n° 15497\*04 comme fiche d'intervention.

**Constats :**

L'exploitant a présenté les formulaires CERFA n° 15497\*04 relatifs aux contrôles d'étanchéité de deux équipements :

- le groupe frigorifique GF2 de marque Carrier, contenant 648 kg de R134a,
- le groupe frigorifique GF3 de marque Carrier, contenant 648 kg de R134a.

Compte tenu du PRP du R134a (1430), des quantités présentes dans chaque équipement et de la



présence d'un système de détection de fuite, la fréquence des contrôles d'étanchéité à respecter est semestrielle.

Les contrôles d'étanchéité pour ces deux équipements ont été réalisés les 27 mai 2025 et 15 novembre 2025 par la société Carrier. La fréquence des contrôles d'étanchéité est donc respectée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Si le groupe frigorifique loué à la saison estivale par l'exploitant contient des gaz à effet de serre fluorés, l'exploitant doit s'assurer que les contrôles d'étanchéité sont réalisés conformément à la réglementation applicable.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Attestations des opérateurs**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78

**Thème(s) :** Actions régionales, Attestation / Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.

L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.

Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

**Constats :**

L'exploitant a présenté l'attestation de capacité de la société Carrier (n°5056877, valable jusqu'au 12 juillet 2027).



**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Prévention des émissions**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 4.5

**Thème(s) :** Actions régionales, Détection et réparation des fuites

**Prescription contrôlée :**

Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié.

Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci.

**Constats :**

Aucune fuite de fluide frigorigène n'a été détectée lors des contrôles d'étanchéité des groupes frigorifiques GF2 et GF3 des 27 mai 2025 et 15 novembre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Systèmes de détection des fuites**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 6.1 et 6.3

**Thème(s) :** Actions régionales, Présence d'un système de détection de fuite pour certains équipements

**Prescription contrôlée :**

6.1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

6.3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

**Constats :**

Les deux groupes frigorifiques GF2 et GF3 sont équipés d'un système de détection de fuite. L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification du système de détection par la société Hésion, en date du 12 février 2025. Le rapport mentionne que le système de détection est à



remplacer.  
Le contrôle du système de détection, au titre de l'année 2026, n'a pas été réalisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit :

- remplacer le système de détection de fuite, s'il n'est plus opérationnel,
- respecter la fréquence de contrôle du système de détection de fuite (annuelle).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 12 : Marque de contrôle**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79-1

**Thème(s) :** Actions régionales, Marque contrôle du contrôle d'étanchéité

**Prescription contrôlée :**

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016, le contrôle d'étanchéité des équipements est attesté par l'apposition d'une marque de contrôle. Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement et que leur réparation ne peut être faite immédiatement, il est apposé sur l'équipement une marque dite de défaut d'étanchéité. Ces deux marques et les conditions de leur apposition sont définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre

Article 6 : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.

La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu [...]

La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.

Article 7 : Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge [...]

**Constats :**

Lors de la visite l'inspection a pu constater la présence de vignettes bleues sur les groupes frigorifiques GF2 et GF3 mentionnant la date limite du prochain contrôle d'étanchéité.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 13 : Système de collecte séparée pour emballages et biodéchets dans un ERP**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-21-2-2 et R.541-61-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Système de collecte séparée pour emballages et biodéchets dans un ERP
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements recevant du public, au sens de l'article L. 123-1 du code de la construction et de l'habitation, organisent la collecte séparée des déchets du public reçu dans leurs établissements ainsi que des déchets générés par le personnel. Pour cela, ils mettent à la disposition du public des dispositifs de collecte séparée des déchets d'emballages ménagers constitués majoritairement de plastique, acier, aluminium, papier ou carton ainsi que des déchets d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique, d'une part, et des biodéchets, d'autre part. Sont soumis à cette obligation (prévue à l'article L. 541-21-2-2) les établissements recevant du public produisant plus de 1100 litres de déchets, tous déchets confondus, par semaine.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 26 novembre 2024, l'inspection avait constaté qu'aucun tri des biodéchets n'était en place. Les biodéchets étaient mélangés aux autres déchets non dangereux.  Le 20 janvier 2026, l'exploitant a signé un contrat de prestation d'accompagnement de gestion des déchets avec la société SUEZ. Ce contrat a été validé lors de la dernière Assemblée Générale de Copropriété et est effectivement mis en œuvre depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2026. Ce contrat prévoit la collecte en porte à porte (dans les restaurants) des biodéchets dans des containers puis leur stockage dans un local réfrigéré et l'enlèvement de ces biodéchets, une à deux fois par semaine, pour une valorisation en méthanisation à Limeil Brévannes. Le 7 avril 2026, l'inspection a visité le local de stockage des biodéchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Attestation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2021, article D. 543-284
<b>Thème(s) :</b> Autre, Attestation de valorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie



électronique.

**Constats :**

Suite à l'inspection du 26 novembre 2024, l'attestation de valorisation 2023 consultée par l'inspection n'indiquait pas les modalités de valorisation de l'ensemble des déchets produits sur l'année 2023.

Depuis, la gestion des déchets fait l'objet d'un accompagnement par la société SUEZ. Lors de la visite du 7 avril 2026, l'inspection a consulté les attestations de valorisation au titre de l'année 2025. Les attestations mentionnent les modalités de valorisation et ce sont au total 225 T de déchets qui ont fait l'objet d'une valorisation au titre de l'année 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Aménagement et organisation du stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage de glycol

**Prescription contrôlée :**

Les locaux ou les aires de stockage sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées.

[...]

**Constats :**

Lors de la visite de la salle des groupes frigorifiques, l'inspection a constaté la présence de Grands Récipients pour Vrac (GRV) contenant du glycol. Le glycol étant dangereux et susceptible de générer une pollution s'il est déversé dans le réseau d'assainissement, il doit être stocké sur rétention.

L'exploitant n'a pas confirmé si la salle des groupes frigorifiques était sur rétention.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier que les GRV sont stockés sur rétention et les placer sur rétention si ce n'est pas le cas.

**Type de suites proposées :** Avec suites

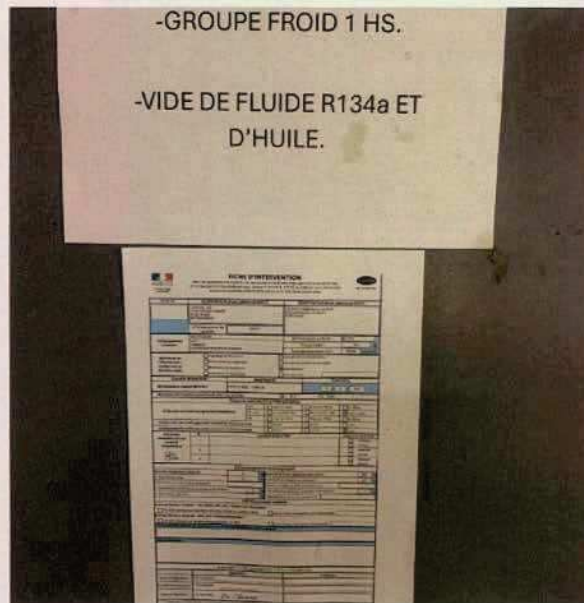
**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois



## Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Situation administrative - 1185



GROUPE FRIGORIFIQUE GF1

N°3 : Situation administrative - 2910



GROUPE ÉLECTROGÈNE DE SECOURS



N°13 : Système de collecte séparée pour emballages et biodéchets dans un ERP



*COLLECTE SÉLECTIVE BIODÉCHETS*



